

Pour une éducation populaire à la dimension des enjeux de notre temps

Christian Maurel

Nous vivons une période à la fois bouleversée et ouverte sur tous les possibles, si bien que nous ne savons pas par quel bout « attraper les choses » tant la pelote d'un monde globalisé échappe à tout modèle explicatif rassurant. Doit-on réfléchir encore en termes de « classes sociales » déterminées par les « rapports de production économiques » quand le travail rémunéré se fait rare et que des migrants tentent chaque jour et au péril de leur vie de fuir leur pays pour gagner la vieille Europe ? Peut-on encore oser le terme de « contrat social » quand le redéploiement des inégalités tue dans l'œuf tous les efforts de « vivre ensemble » et de « faire société » ? Peut-on continuer à parler de démocratie quand celle-ci a dérivé vers une aristocratie élective qui donne l'image d'une oligarchie dans laquelle les citoyens se reconnaissent de moins en moins ? Les valeurs cardinales de l'imaginaire républicain – liberté, égalité, fraternité, laïcité – peuvent-elles encore rassembler des populations en situation d'exclusion et soumises à ce qu'il faut bien désigner de l'expression paradoxale d'« individualisme de masse » ?

Les bouleversements sont d'une telle ampleur et dans tous les domaines (économiques, technologiques, sociaux, environnementaux, comportementaux...) que nous n'avons d'autre issue que de reprendre individuellement et collectivement notre destin en main. Une telle nécessité qui résonne comme une obligation est la manière la plus sûre de combattre le « déclinisme » de ceux qui, par une telle attitude de pensée, ne visent qu'à reproduire les rapports sociaux au bénéfice de ceux qu'ils servent et qui savent s'en servir. Dans le même temps, les interconnaissances que permettent les nouvelles technologies et les initiatives citoyennes créatrices d'alternatives dans tous les domaines d'activité indiquent qu'il est possible de construire un monde nouveau et que, pour le dire avec les mots de Hegel (Préface de la *Phénoménologie de l'Esprit*), le « lever du soleil » tant attendu est appelé à en « dessiner la forme ».

Et c'est précisément à ce « lever du soleil » qu'une éducation populaire à la dimension des enjeux de notre temps doit contribuer. Se posent alors deux questions essentielles : que faire et comment faire ? Autrement dit : quelles missions doit se donner l'éducation populaire en ce début de 21^{ème} ? Et que doivent être ses modes d'action les mieux appropriés à la poursuite de ses missions ?

Interrogeons-nous sur les missions et la question des méthodes s'imposera d'elle-même. Certaines ne sont pas nouvelles. Elles doivent être repensées et réactualisées. D'autres demandent des éclaircissements au regard de la situation présente, tant dans la formulation que dans leurs attendus et contenus. A ce jour, nous identifions cinq missions convergentes de l'éducation populaire qu'elle devrait pouvoir partager avec d'autres acteurs éducatifs, sociaux, culturels et politiques, sous réserve qu'ils se posent les bonnes questions du contexte de société dans lequel ils sont appelés à intervenir : les enseignants, les travailleurs sociaux, les artistes, les syndicats de salariés, les partis politiques, les responsables associatifs...

La première des missions d'une démarche d'éducation populaire est la « **conscientisation** », plus précisément l'« **éveil des consciences** » dans le sens d'une « **lecture critique** » des réalités sociales. Il s'agit par des méthodes appropriées (et nous sommes déjà dans les modes d'action et les procédures éducatives et culturelles telles que la co-construction des savoirs, l'enquête participative, le débat contradictoire, le séminaire thématique multi-acteurs, l'arpentage, la conférence populaire sans conférencier...) de comprendre les rapports sociaux, de saisir la place que l'on y occupe, que l'on pourrait ou devrait y occuper, tant dans ce qu'ils sont que dans leur devenir. Cette mission de conscientisation n'est pas nouvelle. « Substituer l'ambition d'éclairer les hommes à celle de les dominer » disait déjà Condorcet en 1792. « Avoir la science de son malheur » dira cent ans plus tard Fernand Pelloutier, secrétaire général des Bourses du travail alors en développement en France.

Mais cet éveil de la conscience critique n'a véritablement de sens que s'il ouvre les portes de l'« **émancipation individuelle et collective** » qui est déjà un acte, une manière autre d'être au monde, un dépassement de la résignation vers la prise de position, la mobilisation et l'engagement. Il s'agit pour tout un chacun de sortir, aussi modestement que cela soit (une première prise de parole en public pour celui qui n'a encore jamais osé, une première participation à une délégation pour obtenir ou défendre un droit...), de la place qui nous est assignée par les rapports sociaux, l'âge, le genre, le handicap, la maladie, les accidents de la vie, quelques fois notre culture d'origine... Comme les « petites perceptions » de Leibniz, ces milliards de gouttelettes d'eau que l'on ne distingue pas mais qui font la grande perception de la vague qui nous assourdit et nous submerge, les petites émancipations suscitées et accompagnées au quotidien par l'éducation populaire peuvent conduire aux grandes émancipations qui éclairent le monde d'une lumière nouvelle et changent le cours de l'Histoire. C'est ainsi que les fameux « cahiers de doléances » de 1788-1789 sont un grand moment d'éducation populaire dont Jaurès dira qu'ils annoncent les changements à venir et « tracent avec précision le plan administratif et politique de la société nouvelle » (*Histoire socialiste de la Révolution française* I).

L'émancipation éclairée par la conscience des réalités, des autres et de soi-même se caractérise alors par ce que nous appelons une « **augmentation de la puissance individuelle, collective et démocratique d'agir** ». C'est précisément parce que l'émancipation est déjà un acte dont on est l'« **auteur** » (voir Yves Guerre, *Vers l'âge d'or de l'éducation populaire. Le peuple éducateur*) et non le simple exécutant, que notre puissance d'agir se révèle à nous même et aux autres, et augmente en possibilités et en force. Le « **pouvoir sur** » qui nous est imposé et que souvent nous imposons sans en avoir toujours conscience (par exemple dans l'acte éducatif autoritaire et arbitraire si bien décrit par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron dans *La Reproduction*), se fait « **pouvoir de** », autrement dit capacité autonome à dire et à faire ce qui jusqu'à présent nous paraissait impossible ou interdit, très souvent par intégration de la domination. Mais cette puissance d'agir pour être telle – c'est-à-dire, « **pouvoir de** » ne dérivant pas vers son contraire : le « **pouvoir sur** » et la « **volonté de puissance** » - doit s'inscrire dans des pratiques démocratiques, notamment associatives, qui en constituent, en quelque sorte, son liquide amniotique lui permettant de vivre, grandir et prospérer pour le bien de tous. Alors, pour le dire avec les mots de Spinoza dans *l'Ethique*, les individus passent des « **passions tristes** » aux « **passions gaies** », ce que les militants, éducateurs et animateurs d'éducation populaire savent bien identifier lorsqu'ils prennent le temps de décrire et de juger un processus éducatif : on peut en effet apprécier sur les visages et dans le comportement des participants la réussite de ce qui a été entrepris et réalisé. Et cela peut aller quelques fois jusqu'à la joie et à la jubilation, au point que les groupes et les individus en sortent transformés.

« Transformé ». Le mot vient d'être prononcé, presque comme une évidence découlant d'un processus dont les individus sont à la fois bénéficiaires, auteurs et acteurs. Il nous semble bien que nous tenons là le fil de l'éducation populaire dans ses missions comme dans sa posture ouvrant sur des modes d'action qui la distinguent des autres formes d'éducation procédant par inculcation des savoirs, du savoir-faire et du savoir-être. En effet, comme le disait Paolo Freire dans sa *Pédagogie des opprimés*, « personne ne s'éduque seul, personne n'éduque autrui, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde ». C'est pour cela, que cette éducation populaire qui se revendique « éducation du peuple, par le peuple, pour le peuple » n'est pas un projet de « reproduction sociale » (encore Bourdieu et Passeron !) ni de « répétition » (Cornélius Castoriadis), mais au contraire de **transformation des individus et des rapports sociopolitiques**, et qu'à ce titre, elle est bien plus un « travail culturel » - c'est-à-dire dans lequel la culture de chacun est au travail - qu'une transmission de savoirs et de manières de faire instituées auxquelles il convient de se conformer.

Parler de transformation individuelle, sociale et politique peut paraître ambitieux, et une tâche démesurée pour les faibles forces de l'éducation populaire. Mais ce n'est pas parce que l'obstacle paraît insurmontable que l'éducation populaire - qui, sous des formes diverses, a sa place dans les différents espaces où les femmes et les hommes vivent, travaillent, souffrent et luttent - doit réduire ses ambitions et refuser de prendre ses responsabilités. Comme à d'autres moments de l'Histoire et bien avant qu'on la désigne sous le vocable communément admis aujourd'hui - par exemple au moment des Cahiers de doléances de 1788-89, de l'émergence du mouvement ouvrier et du christianisme social, également lors des grandes grèves de 1936 en France et de la résistance au fascisme et au nazisme dans de nombreux pays de la planète - l'éducation populaire doit créer des alliances avec les autres organisations qui pensent que le monde ne peut rester plus longtemps sur les rails qui le conduisent à sa perte. Il nous apparaît à ce jour que cette indispensable sortie d'une route menant à la barbarie, passe par l'élaboration patiente mais résolue d'**un nouvel « imaginaire social »** sans lequel toute transformation démocratique et radicale de la société s'avèrera impossible.

Où en sommes-nous aujourd'hui en matière d'« imaginaire social », notion que nous empruntons à Cornélius Castoriadis (*L'institution imaginaire de la société*) ? Où en sommes-nous des valeurs, représentations et pratiques socioculturelles largement partagées qui, en s'incarnant dans des institutions politiques et civiles, font que des individus « tiennent ensemble », font société autour de ce que Renan aurait appelé une « communauté de destin » ? Il nous apparaît que notre imaginaire social hérité des Lumières et de la Révolution Française, et qui plonge ses racines profondément dans l'Histoire (La Renaissance, le Moyen-âge et peut-être même la Grèce antique) est remis en cause, bousculé, mis à mal d'un côté par un libéralisme économique omnipotent qui ne pense, ne juge et n'agit qu'en termes d'économie, de croissance, de marché et de compétitivité, et d'un autre côté par une floraison d'imaginaires sociaux identitaires, parcellaires pour certains, fondamentalistes, nationalistes et ségrégationnistes pour d'autres. Toutes ces oppositions difficilement conciliables sont génératrices de violences destructrices comme en témoignent les conflits armés et les actes terroristes récents, en France comme un peu partout dans le monde. Et ce n'est pas l'appel répété à la libre expression et au respect des valeurs fondamentales des droits de l'homme qui pourra préserver un humanisme démocratique auquel il ne reste souvent que l'habillage du nom.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à un choix auquel ne peut échapper l'éducation populaire elle-même. Soit nous contribuons à redonner légitimité et force à un imaginaire social qui a fait son

temps et qui par sa faiblesse autorise toutes les dérives économiques, sociales et politiques ; soit nous nous attachons par notre réflexion et par nos comportements et actions, à donner forme à un nouvel imaginaire social pouvant s'incarner dans des institutions répondant de droits humains et civiques redéfinis. Les institutions publiques et les pouvoirs en place attendent que nous fassions le premier choix et que l'éducation populaire vienne en appui, notamment en France depuis les événements tragiques de janvier 2015, d'une Ecole attachée à « l'apprentissage des valeurs de la République ». Une autre voie est possible et plus conforme aux missions d'une éducation populaire de conscientisation, d'émancipation, d'augmentation d'une puissance démocratique d'agir au service d'une nécessaire transformation sociale et politique d'un monde qui ne peut rester encore longtemps en l'état. Cet imaginaire social d'auto-institution d'une société nouvelle dans laquelle les hommes et les femmes deviendraient auteurs/acteurs d'une nouvelle page de leur histoire est vraisemblablement en germe dans les plis et replis de notre présent bouleversé. Nous hésitons encore sur les mots pour le dire, le définir et le revendiquer. Mais le lexique est en construction et s'enrichit tous les jours d'expériences alternatives concrètes (Le « million de révolutions tranquilles » dont parle Bénédicte Manier), de propositions de démocratie radicale délibérative engageant des citoyens réellement autonomes à décider de ce qui est bon pour eux, de manières coopératives de produire et de consommer en protégeant mieux l'environnement, de l'affirmation du commun comme principe économique, social et politique d'une révolution dont notre 21^{ème} siècle pourrait être le moment, comme l'argumentent avec conviction Pierre Dardot et Christian Laval (*Commun, Essai sur la révolution au 21^{ème} siècle*).

Le débat sur cette question essentielle de la configuration du monde de demain et de la fonction instituante de l'éducation populaire doit largement s'ouvrir chez ceux qui s'en réclament. Ce débat devrait aboutir à des choix réfléchis porteurs de nouveaux modes d'action. Il réveillera les clivages et les contradictions de toutes sortes qui traversent les individus et nos sociétés complexes. Ainsi, sera-t-il nécessairement conflictuel et devra gagner tous les domaines d'activités où se joue la configuration des rapports entre chacun d'entre nous. Il semble que peu de domaines ne puissent et ne doivent y échapper. Ce débat salutaire devrait être un grand moment d'éducation populaire.

Christian Maurel, sociologue. Derniers ouvrages parus : *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, L'Harmattan, 2010 ; *Horizons incertains. D'un monde à l'autre*, L'Officine, 2013 (roman).